

Incidence macroéconomique et budgétaire
du scénario de *tax shift* révisé
par le cabinet du ministre des Finances
et comparaison avec l'exercice de novembre 2015

Le cabinet du ministre des Finances a transmis à la Banque nationale une demande portant sur (i) l'évaluation de l'impact macroéconomique d'une version révisée du *tax shift*, (ii) la ventilation des conséquences budgétaires du *tax shift* entre Entités I et II, (iii) l'évaluation du nombre d'entreprises que le *tax shift* permettrait de créer et (iv) l'évaluation ex post des emplois créés et de leurs caractéristiques (temps partiels, secteurs, etc.).

La Banque s'est attachée à répondre, via la présente note, aux deux premières des requêtes formulées ci-dessus, à l'aide entre autres, de son modèle macroéconomique trimestriel. Malheureusement, ce modèle ne permet pas de satisfaire aux deux demandes suivantes. Comme la toute grande majorité des modèles macroéconomiques, il est construit sur l'hypothèse d'agents représentatifs, de sorte que ce ne sont pas les entreprises et leur cycle de vie qui sont modélisés, mais bien le secteur productif dans son ensemble. Pour répondre à la demande de biens et services, ce secteur productif loue des facteurs de production, travail et capital. Dans le modèle, le travail est mesuré en heures ouvrées qui sont ensuite reconverties en travailleurs en divisant le volume total d'heures travaillées dans le secteur privé par la durée moyenne de travail. Pour évaluer ex post le nombre et le type d'emplois générés par les mesures fiscales reprises sous le terme *tax shift*, il faudrait recourir à un autre type d'analyse, basée sur l'étude de données individuelles, dont la Banque nationale ne dispose pas, et la période couverte à ce stade par de telles données est encore trop courte pour espérer dégager un quelconque constat.

* * * * *

Partie 1. Incidence macroéconomique du *tax shift*

S'agissant de la première demande formulée ci-dessus, la présente note commente succinctement l'incidence macroéconomique sur l'économie belge du scénario de *tax shift* révisé par le cabinet du ministre des Finances, telle qu'elle a été calculée par le modèle trimestriel de la BNB. Cette note présente une structure identique à celle de novembre 2015. Les modifications dans la note portent sur le périmètre du *tax shift*, sur les montants prévus des dépenses, leur financement et le calendrier de ces montants.

La différence la plus importante entre cette version et celle de novembre 2015 porte sur la délimitation du périmètre du *tax shift*. Comme le montre le premier tableau synthétique repris ci-dessous, la révision consiste pour l'essentiel à faire sortir du cadre du *tax shift* un montant cumulé sur cinq ans de 1,881 milliard d'euros de mesures en faveur du pouvoir d'achat. Il s'agit pour la majeure partie du poste « augmentation de l'enveloppe bien-être, correction sociale du *tax shift* », soit la mesure D_PA.2 du tableau repris à l'Annexe 1, page 6, de la note de novembre 2015). Pour rappel, selon les simulations reprises dans l'étude de novembre 2015 (cf. Annexe 8, Tableau D_PA.2, page 13), la mesure « augmentation de l'enveloppe bien-être ... », portant sur un montant global de 1,913 milliard étalé entre 2015 et 2020, génère à l'horizon 2021 une augmentation cumulée de 0,4 point de pourcentage en termes d'activité réelle, nécessitant la création de 11 100 emplois, et fait augmenter le ratio d'endettement public de 0,8 point de pourcentage.

Une fois cette mesure sortie des contours du *tax shift*, l'impact global de ce dernier sur l'économie belge se trouve affecté exactement dans ces proportions, comme indiqué dans le tableau page 4 de la présente note. Les divergences marginales par rapport aux chiffres mentionnés au paragraphe précédent proviennent des différences minimales dans les montants et le phasage des autres postes du *tax shift*, tels que repris dans cette simulation par rapport à celle novembre 2015. Afin de rendre parfaitement transparent l'effet de ces légères différences, une comparaison détaillée entre la version révisée du scénario de *tax shift* telle que proposée par le cabinet du ministre des Finances et le scénario initial de novembre 2015 amputé de l'enveloppe bien-être est reprise à l'annexe 26, page 33.

D'après le nouveau scénario, ce glissement fiscal consiste, au niveau des dépenses, en l'instauration progressive, entre la fin de 2015 et 2020, d'impulsions sur le plan des politiques en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises, pour un montant cumulé de 9,341 milliards d'euros (soit 1,8 % du PIB attendu pour 2021). Au niveau du financement, le *tax shift* consiste en l'instauration progressive, également entre la fin de 2015 et 2020, de relèvements d'impôts indirects et de mesures non liées au travail, pour un montant cumulé de 4,555 milliards d'euros (soit 0,9 % du PIB prévu pour 2021). Dans la mesure où, dans ce scénario de *tax shift*, les dépenses ex ante cumulées dépassent le financement ex ante cumulé de 4,786 milliards d'euros (soit 0,9 point de pourcentage du PIB attendu en 2021), l'incidence globale positive de ce scénario sur la croissance et sur l'emploi ne peut être attribuée au seul glissement fiscal. En raison de l'échelonnement des mesures et des effets de retour positifs nets de ces mesures sur les finances publiques, les soldes non financés effectifs seront toutefois plus réduits que les soldes initiaux, avec une pointe de 0,4 point de pourcentage en 2019.

Le tableau qui suit synthétise l'ampleur (ex ante) et l'échelonnement du glissement fiscal prévu, année par année:

Scénario de tax shift révisé par le Cabinet

Synthèse des initiatives en matière de dépenses et de financement par an: échelonnement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM
DÉPENSES (millions d'euros)							
Pouvoir d'achat	583	1 694	58	1 572	1 539	0	5 446
<i>différence avec novembre 2015</i>	-300	-599	-273	-103	-295	-311	-1 881
Compétitivité	30	1 652	357	559	309	988	3 895
<i>différence avec novembre 2015</i>	-111	-102	-3	-3	-4	-4	-227
TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat + compétitivité	613	3 347	415	2 131	1 848	988	9 341
<i>différence totale avec novembre 2015</i>	-411	-700	-276	-106	-299	-315	-2 108
FINANCEMENT (millions d'euros)							
TVA et accises	270	1 409	366	519	172	0	2 736
<i>différence avec novembre 2015</i>	-98	279	-34	-6	15	-67	89
Mesures non liées au travail	393	857	413	172	-124	0	1 709
<i>différence avec novembre 2015</i>	-145	-154	3	132	-171	-60	-396
Autres mesures de financement net	10	145	-65	10	10	0	110
<i>différence avec novembre 2015</i>	0	150	-140	10	10	0	30
FINANCEMENT TOTAL: impôts indirects + mesures non liées au travail	673	2 411	714	701	58	0	4 555
<i>différence totale avec novembre 2015</i>	-243	275	-171	136	-146	-127	-277
SOLDE NON FINANCÉ (millions d'euros)							
	-59	936	-299	1 430	1 790	988	4 786
<i>différence totale avec novembre 2015</i>	-168	-975	-105	-242	-153	-188	-1 831

Un récapitulatif plus détaillé des informations qui précèdent peut être consulté en annexe 1. La dernière colonne renvoie par ailleurs aux tableaux spécifiques présentant les calculs de l'incidence macroéconomique effectués pour chaque scénario individuel.

Le calcul de l'incidence macroéconomique de l'ensemble des dépenses prévues dans le cadre de ce *tax shift* et de leur financement a été effectué sur la base des résultats des simulations de la BNB tirés de la note « Réductions des cotisations sociales et mesures de refinancement » d'avril 2011, une étude menée conjointement par la BNB et par le Bureau fédéral du plan, étant bien évidemment entendu que l'ampleur des

mesures et leur calendrier ont été adaptés dans la présente étude¹. La présente note fournit en outre une bonne synthèse des mécanismes de transmission qui opèrent dans l'économie lors de l'instauration des initiatives individuelles en matière de dépenses et de financement. L'annexe 2 contient les informations utiles pour établir le lien approprié entre les initiatives en matière de politiques prévues au niveau des dépenses et du financement dans le cadre de ce *tax shift*, et les informations de fond telles qu'elles sont décrites dans la note « Réductions des cotisations sociales et mesures de refinancement » d'avril 2011.

Compte tenu de l'échelonnement des mesures, le choix s'est porté sur un horizon de simulation couvrant sept années (2015-2021), qui doit permettre de prendre en compte une large part des effets macroéconomiques des dernières tranches. S'agissant des scénarios dans le cadre des réductions des cotisations patronales (« D_C.1 » en annexes 1 et 2), l'hypothèse retenue sur la base des notifications est qu'une partie d'entre elles portent sur des réductions linéaires (entre 75 % et 80 % selon la période), le solde étant ciblé sur les faibles revenus.

Il convient par ailleurs de tenir compte de certains choix de modélisation ainsi que de limitations explicites du modèle comme expliqué ci-après.

Les calculs des résultats présentés ici sont basés sur l'hypothèse de « salaires réels exogènes », c'est-à-dire que les employeurs comme les salariés acceptent de ne pas reporter les uns sur les autres ou auprès des pouvoirs publics les conséquences négatives de ce scénario de *tax shift* par de nouvelles négociations concernant le salaire réel.

L'incidence sur les prix des mesures de financement relatives à la fiscalité indirecte, pour autant qu'elle concerne des produits faisant partie du panier de l'indice-santé, n'a pas été neutralisée et peut donc influencer sur les salaires nominaux par le jeu de l'indexation automatique des salaires.

Comme l'offre de travail n'est pas modélisée dans le modèle économétrique utilisé, il n'est pas possible de simuler une amélioration du taux d'activité par rapport au scénario de base (principalement dans le cadre de la baisse de la fiscalité des ménages).

Bien que le modèle utilisé ne comporte pas de formulation explicite des « effets de délocalisation », ces derniers ont néanmoins été pris en compte – pour autant que la décision de créer de nouvelles entreprises (belges ou étrangères) ou de déplacer des entreprises existantes de l'étranger en Belgique repose sur l'accroissement du rendement attendu des investissements ou sur l'amélioration des conditions de prix relatifs.

Les effets de glissements de portefeuille qui découlent de la modification des rendements relatifs des différents instruments de placement après l'instauration de l'élargissement de l'exonération fiscale n'ont par contre pas été quantifiés.

Les trois tableaux à la page suivante montrent de manière succincte l'incidence de ce scénario de *tax shift* sur les principales variables de l'économie belge. Le tableau du haut présente les résultats du *tax shift* global (le solde de l'ensemble du scénario de dépenses et de l'ensemble du scénario de financement), tandis que les deux tableaux suivants se concentrent l'un sur l'aspect des dépenses et l'autre sur l'aspect du financement. Un calcul plus détaillé de l'incidence macroéconomique des scénarios individuels, en ce qui concerne tant les dépenses que le financement, accompagné de certains regroupements, est disponible dans les tableaux annexés à la présente note². Plus particulièrement, l'annexe 3 présente une vue d'ensemble des résultats détaillés, après sept ans, de toutes les mesures, rassemblées selon les initiatives en matière de pouvoir d'achat et de compétitivité au niveau des dépenses et selon la fiscalité indirecte, les mesures non liées au travail et les autres mesures nettes au niveau du financement.

¹ L'annexe 29 expose brièvement les principales différences entre les modèles utilisés par les deux institutions.

² Les intitulés des tableaux comportent un « D » pour les initiatives ayant trait aux dépenses et un « F » pour celles ayant trait au financement, un « PA » pour les scénarios liés au pouvoir d'achat, un « C » pour les scénarios liés à la compétitivité, un « FI » pour les scénarios liés à la fiscalité indirecte, un « NT » pour les scénarios non liés au travail et un « AMF » pour les autres mesures de financement net. Par ailleurs, ils incluent un numéro d'ordre au sein de chacune de ces catégories.

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (en volume)	0.0	0.1	0.3	0.4	0.7	1.0	1.2
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4
Emploi (en personnes)	200	4 900	12 700	19 800	29 100	41 300	52 100
<i>différence avec novembre 2015</i>	-200	-1 200	-3 600	-6 900	-9 500	-11 200	-12 400
Revenu disponible réel des ménages	0.1	0.3	0.3	0.8	1.4	1.6	1.6
<i>différence avec novembre 2015</i>	-0.1	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8
Indice des prix à la consommation	0.1	0.5	0.7	0.8	0.8	0.6	0.3
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé)	0.0	-0.1	0.1	-0.2	-0.4	-0.2	-0.1
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	0.0	0.1	0.2
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	-0.3	-0.3	-0.5	-0.6	-0.8	-0.9
<i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i>	0.0	-0.2	-0.1	-0.4	-0.8	-1.0	-0.9
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de dépenses (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (en volume)	0.0	0.2	0.7	1.0	1.5	1.8	2.1
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.4
Emploi (en personnes)	300	6 500	19 800	35 900	53 400	71 500	85 900
<i>différence avec novembre 2015</i>	-200	-1 300	-3 800	-6 400	-8 200	-9 900	-11 500
Revenu disponible réel des ménages	0.2	1.1	1.2	1.9	2.6	2.7	2.7
<i>différence avec novembre 2015</i>	-0.1	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8
Indice des prix à la consommation	0.0	-0.3	-0.6	-0.9	-1.1	-1.4	-1.6
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé)	-0.1	-0.8	-0.7	-1.0	-1.1	-0.8	-0.7
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.1	1.2	2.1	3.2	4.3	5.2	6.0
<i>différence avec novembre 2015</i>	-0.1	-0.2	-0.4	-0.5	-0.7	-1.0	-1.2
<i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i>	-0.1	-0.9	-1.0	-1.4	-1.8	-1.9	-1.8
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.1	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de financement (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (en volume)	0.0	-0.1	-0.4	-0.6	-0.8	-0.9	-0.9
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi (en personnes)	-100	-1 600	-7 100	-16 100	-24 300	-30 200	-33 800
<i>différence avec novembre 2015</i>	0	100	200	-500	-1 300	-1 300	-900
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.7	-0.9	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.1	0.8	1.3	1.7	1.9	1.9	2.0
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé)	0.1	0.7	0.8	0.8	0.7	0.6	0.6
<i>différence avec novembre 2015</i>	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.2	-1.3	-2.5	-3.6	-4.4	-5.1	-5.8
<i>différence avec novembre 2015</i>	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.2	0.3
<i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i>	0.2	0.7	0.9	1.0	1.0	0.9	0.9
<i>différence avec novembre 2015</i>	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1

- Comme un montant de 4,786 milliards d'euros (soit environ 0,9 % du PIB attendu de 2021) n'est pas financé dans les calculs relatifs à ce scénario de *tax shift*, le résultat global (solde des effets calculés pour toutes les initiatives en matière de dépenses et de financement) est biaisé positivement.
- Si on le cumule sur une période de sept ans, le scénario de *tax shift* ainsi calculé fait augmenter le PIB réel de 1,2 %. Les initiatives en matière de dépenses gonflent le PIB de 2,1 %, les initiatives relatives au pouvoir

d'achat et à celles relatives à la compétitivité apportant à la croissance une contribution similaire. Les mesures de financement (et surtout celles en matière de fiscalité indirecte) font reculer la croissance cumulée du PIB de 0,9 %.

- S'agissant des dépenses, c'est principalement la croissance intérieure (consommation et investissements) qui contribue au PIB, et, dans une bien moindre mesure, les exportations nettes. En effet, les impulsions liées à la réduction des coûts salariaux poussent les exportations nettement à la hausse. Toutefois, cette intensification des exportations, associée à l'augmentation de la consommation privée (qui résulte des mesures de soutien du pouvoir d'achat en faveur des ménages) et aux effets dérivés favorables de celle-ci sur les investissements, nécessite également une bien plus grande part d'importations. De ce fait, la contribution des exportations nettes à l'accélération de la croissance demeure plutôt modeste. Le même raisonnement peut s'appliquer, moyennant des signes inverses, au financement, où le ralentissement de la croissance est presque entièrement imputable à celui de l'économie intérieure. Le repli de la croissance intérieure génère certes un recul des importations mais, en raison des effets de retour, sur les salaires, des mesures non neutralisées dans l'index en ce qui concerne les relèvements de la TVA (ce qui détériore notre position concurrentielle en matière de prix), les exportations ralentissent également.
- Du côté des dépenses, la progression de 2,7 % du revenu disponible réel des ménages s'explique en grande partie par les initiatives en matière de pouvoir d'achat. Toutefois, cette augmentation est à nouveau neutralisée à hauteur de 1,1 % par les initiatives en matière de financement, en raison à la fois de la hausse des impôts indirects et du financement non lié au travail. Par solde, le scénario du *tax shift* présente un accroissement du revenu disponible des ménages à hauteur de 1,6 %.
- L'effet sur l'emploi de toutes les initiatives dans le scénario du *tax shift* présenté s'élève, par solde, après sept ans, à 52 100 unités. Les scénarios ayant une incidence sur le salaire (une diminution consécutive à une réduction des cotisations patronales ou une augmentation alimentée par les effets de retour sur le salaire des mesures relatives à la fiscalité indirecte) affichent les effets les plus importants sur l'emploi. Au niveau des dépenses, 85 900 emplois supplémentaires seront créés, dont 61 % dans le cadre du scénario portant sur la compétitivité et 39 % dans le cadre du scénario portant sur le pouvoir d'achat. Le scénario portant sur le financement prévoit la disparition de 33 800 emplois, dont plus de 75 % en raison des propositions de financement relatives à la fiscalité indirecte.
- Les initiatives en matière de dépenses relatives à la réduction des cotisations patronales exercent une incidence à la baisse sur le coût du travail, ce qui peut entraîner à terme un recul du niveau des prix intérieurs de 1,6 %. En revanche, les initiatives en matière de financement (principalement celles liées à la hausse de la fiscalité indirecte) accroissent le niveau des prix de 2 %. C'est pourquoi le scénario du *tax shift* calculé ici présente, par solde, une augmentation du niveau des prix à la consommation de quelque 0,3 % après sept ans.
- L'effet total sur le solde primaire public résulte de l'ampleur et de l'échelonnement de toutes les initiatives individuelles en matière de dépenses et de financement et à leurs effets de retour calculés. Entre 2016 et 2021, le solde primaire public se dégrade en moyenne de 0,1 % par an, même s'il fluctue entre 0,1 % en -0,4 % au cours de ces années intermédiaires. Le niveau plancher est atteint en 2019, mais le solde se redresse ensuite progressivement pour atteindre -0,1 % en 2021, principalement sous l'influence de l'amélioration de l'emploi³. L'écart entre l'effet initial du solde non financé du *tax shift* sur le solde primaire (-0,9 % du PIB du scénario de base en 2021) et l'effet calculé *in fine* de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (-0,1 % du PIB également en 2021) montre l'importance des effets de retour calculés. Il n'empêche que l'incidence calculée ici du *tax shift* global sur le solde primaire reste négative, non seulement en 2021, mais également pour la plupart des années intermédiaires.
- Après sept ans, la dette publique progresserait, par solde, de 0,2 % du PIB.

3 Le *tax shift* comporte également des mesures, évaluées à quelque 110 millions, dont les effets macroéconomiques de second tour sont estimés comme étant plutôt faibles et dont l'incidence s'observera principalement sur le plan budgétaire. Il s'agit plus particulièrement des mesures liées au relèvement de la rente de la Loterie nationale, à l'augmentation des dividendes Belfius et à l'abaissement du taux de TVA applicable à la construction d'écoles et de logements sociaux.

Partie 2. Incidence du *tax shift* sur les sous-secteurs des administrations publiques

Le *tax shift* exerce une incidence non seulement sur les finances du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale (Entité I), mais également sur celles des communautés et régions et des pouvoirs locaux (Entité II). Les additionnels à l'impôt des personnes physiques constituent en effet une partie des recettes des régions et des pouvoirs locaux. L'abaissement de l'impôt des personnes physiques, décidé par le pouvoir fédéral dans le cadre du *tax shift*, entraîne dès lors une baisse des recettes pour ces sous-secteurs des administrations publiques (sur la base de l'hypothèse de taux inchangés des additionnels). Cette incidence directe a été calculée par le SPF Finances sur la base du modèle de microsimulation SIRE.

L'incidence nette sur les finances des communautés et régions et des pouvoirs locaux diffère toutefois de l'incidence ex ante sur les additionnels à l'impôt des personnes physiques. Le *tax shift* conduit en effet à une modification des agrégats macroéconomiques qui constituent la base de perception des recettes. L'augmentation du PIB entraîne une hausse des moyens que les communautés et régions reçoivent dans le cadre de la loi de financement. Par ailleurs, l'emploi supplémentaire conduit à un accroissement plus vigoureux de la masse salariale, ce qui exerce une incidence favorable sur les additionnels à l'impôt des personnes physiques que reçoivent les régions et les pouvoirs locaux. Le *tax shift* influence également l'évolution de l'indice-santé, et par conséquent les salaires du secteur public⁴.

Le tableau ci-dessous donne un bref aperçu de l'incidence ex ante et ex post du *tax shift* sur les finances des sous-secteurs des administrations publiques. Les tableaux en annexes 27 et 28 présentent des résultats plus détaillés, dont l'incidence pour les différentes communautés et régions.

Incidence budgétaire du tax shift*Incidence sur le solde primaire, en millions d'euro*

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Impact ex ante							
Entité I	59	-799	-178	-1 420	-2 940	-3 492	-3 317
Entité II	0	-79	-400	-589	-858	-1 294	-1 469
Communautés et régions	0	-65	-323	-458	-680	-1 015	-1 138
Pouvoirs locaux	0	-14	-76	-131	-178	-279	-331
Ensemble des administrations publiques	59	-877	-578	-2 008	-3 798	-4 786	-4 786
Impact ex post							
Entité I	-94	-450	443	-487	-1 621	-431	179
Entité II	-20	37	-174	-230	-373	-704	-806
Communautés et régions	-11	92	-53	-60	-175	-446	-541
Pouvoirs locaux	-9	-56	-121	-169	-198	-258	-265
Ensemble des administrations publiques	-114	-413	269	-716	-1 994	-1 135	-627

* * * * *

⁴ L'estimation de l'impact pour l'Entité I a été calculée comme la différence entre l'effet du *tax shift* pour l'ensemble des pouvoirs publics et l'effet pour l'Entité II, approximé sur la base des éléments cités ci-dessus.

La présente note contient en outre les annexes suivantes:

1. Annexe 1: p. 8: Description, ampleur et calendrier des différentes mesures
2. Annexe 2: p. 9: Lien entre les différentes mesures retenues dans ce scénario de *tax shift* et la note intitulée "Réductions des cotisations sociales et mesures de refinancement » d'avril 2011
3. Annexe 3: Tableau D&F.2021, p. 10: Incidence macroéconomique totale du *tax shift* proposé, tableau récapitulatif de l'effet cumulé de l'ensemble des mesures après sept ans, regroupées par pouvoir d'achat, compétitivité, fiscalité indirecte, mesures non liées au travail, et autres mesures nettes
4. Annexe 4: Tableau D&F.0, p. 11: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de dépenses et de financement
5. Annexe 5: Tableau D.0, p. 12: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de dépenses (pouvoir d'achat + compétitivité)
6. Annexe 6: Tableau D_PA.0, p. 13: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de dépenses en matière de pouvoir d'achat
7. Annexes 7 à 11: Tableaux D_PA.1 à D_PA.5, pp. 14-18: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de pouvoir d'achat
8. Annexe 12: Tableau D_C.0, p. 19: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de dépenses en matière de compétitivité
9. Annexes 13 à 15 inclus: Tableaux D_C.1 à D_C.3, pp. 20-22: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de compétitivité
10. Annexe 16: Tableau F.0, p. 23: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de financement (fiscalité indirecte + non liées au travail + autres nettes)
11. Annexe 17: Tableau F_FI.0, p. 24: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de financement en matière de fiscalité indirecte
12. Annexes 18 à 19: Tableaux F_FI.1 à F_.2, pp. 25-26: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de fiscalité indirecte
13. Annexe 20: Tableau F_NT.0, p. 27: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de financement relatives aux mesures non liées au travail
14. Annexes 21 à 24 inclus: Tableaux F_NT.1 à F_NT.4, pp. 28-31: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles de financement relatives aux mesures non liées au travail
15. Annexe 25: Tableau F_AMF, p. 32: Incidence macroéconomique des autres mesures nettes de financement
16. Annexe 26: Comparaison entre l'incidence macroéconomique du scénario de *tax shift* révisé et celui de novembre 2015 amputé de l'enveloppe du bien-être, pp. 33-36
17. Annexes 27 et 28: Incidence budgétaire du *tax shift* sur les sous-secteurs des administrations publiques, pp. 37-38
18. Annexe 29, p. 39: Brève description des différences entre le modèle macroéconomique du Bureau fédéral du plan (Hermès) et celui de la Banque nationale de Belgique (Noname).

Scénario de tax shift révisé par le Cabinet
Dépenses et financement par année: échelonnement

DÉPENSES (millions d'euros)								TABLEAU
Pouvoir d'achat								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Quotité exemptée d'impôts, tranche de 30%, seuil de 45%, frais prof. forf. et prélève. anticipé épargne pension	47	1 104		1 572	1 488		4 210	D_PA.1
Augm. envel. bien-être, lutte contre la diminution des pensions et correction sociale du tax shift							0	D_PA.2
Augmentation des frais professionnels forfaitaires	451	448					899	D_PA.3
Bonus fiscal et social pour les travailleurs	43	93			51		187	D_PA.4
Indépendants	42	50	58				150	D_PA.5
TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat	583	1 694	58	1 572	1 539	0	5 446	D_PA
Compétitivité								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Réduction des cotisations patronales		1 502	255	490	283	946	3 477	D_C.1
Déduction pour investissement, charges prem. embauches, ...		150	101	69	26	42	389	D_C.2
Prélèvement fiscal commissions secrètes et stimuli nouv. tech. et starts-up	30						30	D_C.3
TOTAL À FINANCER: compétitivité	30	1 652	357	559	309	988	3 895	D_C
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat + compétitivité	613	3 347	415	2 131	1 848	988	9 341	D
FINANCEMENT (millions d'euros)								
TVA et accises								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
TVA et accises	98	728	78				904	F_FI.1
TVA de 21% sur l'électricité	88	538	78				704	
Harmonisation (TVA rénovation, ...)	10	190					200	
Accises	172	681	288	519	172		1 832	F_FI.2
diesel	25	303	92	273			693	
tabac	100	85	94	120	68		467	
boissons	38	208					246	
taxe santé		46					46	
indexation des accises	9	39	102	126	104		380	
FINANCEMENT TOTAL: fiscalité indirecte	270	1 409	366	519	172	0	2 736	F_FI
Mesures non liées au travail								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Taxation des revenus du capital		444	217				661	F_NT.1
Taxe de transparence		380					380	
Précompte mobilier 27% (tout ce qui est 25%)		109	167				276	
Augmentation de la taxe de bourse							0	
Taxe sur la spéculation		- 50	50				0	
Diminution des exemptions de précompte mobilier		5					5	
ISOC	337	342	79				758	F_NT.2
Bonus de liquidation	237						237	
Intercommunales		206	14				220	
Contribution secteur financier	100	85	- 35				150	
Taxe "carats"		51					51	
Véhicules d'investissement			100				100	
IPP								F_NT.3
Non-indexation des dépenses fiscales	51	65	112	170	- 125		272	
Taxation indirecte								F_NT.4
Droits de greffe	5	6	5	2	1		19	
FINANCEMENT TOTAL: mesures non liées au travail	393	857	413	172	- 124	0	1 709	F_NT
Autres mesures de financement net								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
dividende BNB		150	-150				0	
Dividendes Belfius		75	75				150	
Rente de la Loterie Nationale	10	20					30	
TVA logements sociaux et écoles		- 100	10	10	10		- 70	
FINANCEMENT TOTAL: autres mesures	10	145	- 65	10	10	0	110	F_AMF
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
FINANCEMENT TOTAL: TVA, acc., non liées au travail et autres	673	2 411	714	701	58	0	4 555	F
SOLDE NON FINANCÉ (millions d'euros)								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
	- 59	936	- 299	1 430	1 790	988	4 786	D - F

Scénario de tax shift révisé par le Cabinet
Liens entre les mesures actuelles et les mesures simulées telles que dans la note
"Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif" d'avril 2011

DEPENSES

TABLEAU

Pouvoir d'achat

Quotité exemptée d'impôts, tranche de 30%, seuil de 45%, ...	via IPP
Augm. envel. bien-être, lutte contre la diminution des pensions, ...	transferts sociaux aux ménages
Augmentation des frais professionnels forfaitaires	via IPP
Bonus fiscal et social pour les travailleurs	combinaison d'IPP et de cotisations sociales des travailleurs
Indépendants	via IPP

D_PA.1
D_PA.2
D_PA.3
D_PA.4
D_PA.5

Compétitivité

Réduction des cotisations patronales	comb. de réd. de cot. patronales linéaires et ciblées vers les bas salaires
Déduction pour investissement, charges prem. embauches, ...	comb. de réductions d'ISOC et de cotisations patronales
Prél. fiscal commissions secrètes, stimuli nouv. tech. et starts-up	via ISOC (proxy pour subsides aux entreprises)

D_C.1
D_C.2
D_C.3

FINANCEMENT

TVA et accises

TVA de 21% sur l'électricité	augmentation de la TVA, sans neutralisation de l'incidence sur l'indice santé
Harmonisation (TVA rénovation, ...)	augmentation de la TVA, sans neutralisation de l'incidence sur l'indice santé
Accises diesel	augmentation d'accises
Accises tabac	augmentation d'accises
Accises boissons	augmentation d'accises
Taxe santé	augmentation d'accises
Indexation des accises	augmentation d'accises

F_FI.1
F_FI.1
F_FI.2
F_FI.2
F_FI.2
F_FI.2
F_FI.2

Mesures non liées au travail

Taxe de transparence	via taxation des revenus du capital
Précompte mobilier 27% (tout ce qui est 25%)	via taxation des revenus du capital
Augmentation de la taxe de bourse	via taxation des revenus du capital
Taxe sur la spéculation	via taxation des revenus du capital
Diminution des exemptions de précompte mobilier	via taxation des revenus du capital
Bonus de liquidation	via ISOC
Exposition des intercommunales à l'ISOC	via ISOC
Contribution secteur financier	via ISOC
Taxe "carats"	via ISOC
Véhicules d'investissement	via ISOC
Non-indexation des dépenses fiscales	via IPP
Droits de greffe	fiscalité indirecte

F_NT.1
F_NT.1
F_NT.1
F_NT.1
F_NT.1
F_NT.2
F_NT.2
F_NT.2
F_NT.2
F_NT.2
F_NT.2
F_NT.3
F_NT.4

Autres mesures de financement net

Dividendes Belfius	pas d'incidence macroéconomique, effet sur le solde primaire
Rente de la Loterie Nationale	pas d'incidence macroéconomique, effet sur le solde primaire
TVA logements sociaux et écoles	pas d'incidence macroéconomique, effet sur le solde primaire

F_AMF
F_AMF
F_AMF

TABLEAU D.F.F en 2021

Scénario de tax shift révisé : incidence macroéconomique cumulée après 7 ans
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement, ventilées en catégories principales
Solde non financé cumulé (ex ante) des dépenses et du financement: 4,786 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	DEPENSES			FINANCEMENT				SOLDE
	Pouv. d'achat	Compét.	Total	Taxes ind.	Non-liées au travail	Divers	Total	Dép. - Fin.
Consommation privée	2.8	0.6	3.3	-0.8	-0.3	0.0	-1.1	2.2
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	1.5	0.9	2.4	-0.8	-0.9	0.0	-1.7	0.7
Exportations de biens et services	0.0	1.3	1.3	-0.6	-0.1	0.0	-0.7	0.6
Importations de biens et services	0.8	0.7	1.5	-0.5	-0.2	0.0	-0.8	0.8
Indice des prix à la consommation	0.1	-1.8	-1.6	1.9	0.1	0.0	2.0	0.3
Indice-santé	0.1	-1.8	-1.7	1.3	0.1	0.0	1.4	-0.3
Déficateur du PIB	0.1	-2.7	-2.6	1.8	0.2	0.0	2.0	-0.6
Indice des prix à l'exportation	0.1	-1.8	-1.7	0.7	0.1	0.0	0.8	-0.9
Emploi du secteur privé en unités	33 300	52 600	85 900	-25 400	-8 400	0	-33 800	52 100
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.9	1.4	2.2	-0.7	-0.2	0.0	-0.9	1.3
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.2	-0.3	0.0	-0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.1	-3.9	-3.8	1.3	0.1	0.0	1.4	-2.4
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	-2.1	-2.1	-0.6	0.0	0.0	-0.6	-2.7
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	-0.1	-3.6	-3.7	1.4	0.1	0.0	1.5	-2.3
Revenu disponible réel des ménages	2.4	0.3	2.7	-0.7	-0.4	0.0	-1.1	1.6
Taux d'épargne des ménages	-0.4	-0.2	-0.6	0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.6
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	-0.6	-0.9	-1.5	0.9	0.3	0.0	1.2	-0.3
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.7	-0.8	0.6	0.1	0.0	0.6	-0.2
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	-0.5	-0.2	-0.7	0.3	0.2	0.0	0.6	-0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	2.4	3.6	6.0	-3.7	-2.0	-0.2	-5.8	0.2

TABLEAU D&F.0

Scénario de tax shift révisé:
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement
Solde non financé cumulé (ex ante) des dépenses et du financement: 4,786 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.1	0.3	0.4	0.7	1.0	1.2
Consommation privée	0.0	0.3	0.6	0.9	1.4	2.0	2.2
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.2	0.5	0.7
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.6
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.1	0.2	0.4	0.6	0.8
Indice des prix à la consommation	0.1	0.5	0.7	0.8	0.8	0.6	0.3
Indice-santé	0.1	0.3	0.3	0.3	0.2	0.0	-0.3
Déflateur du PIB	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	-0.3	-0.6
Indice des prix à l'exportation	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.7	-0.9
Emploi du secteur privé en unités	200	4 900	12 700	19 800	29 100	41 300	52 100
en pourcentage	0.0	0.1	0.3	0.5	0.7	1.0	1.3
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	-0.7	-0.8	-1.1	-1.4	-2.1	-2.4
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	-0.1	-1.2	-1.5	-1.9	-2.2	-2.7	-2.7
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-0.7	-0.8	-1.0	-1.3	-2.0	-2.3
Revenu disponible réel des ménages	0.1	0.3	0.3	0.8	1.4	1.6	1.6
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	-0.3	-0.1	0.0	-0.4	-0.6
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.1	0.1	-0.2	-0.5	-0.4	-0.3
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	-0.1	0.1	-0.2	-0.4	-0.2	-0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	0.0	0.1	0.2

TABLEAU D.0

**Scénario de tax shift révisé:
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses: pouvoir d'achat et compétitivité
Total cumulé des dépenses (ex ante): 9,341 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)**

Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.2	0.7	1.0	1.5	1.8	2.1
Consommation privée	0.1	0.5	1.3	1.8	2.6	3.2	3.3
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.3	0.8	1.2	1.8	2.2	2.4
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.2	0.5	0.7	1.0	1.3
Importations de biens et services	0.0	0.1	0.4	0.7	1.0	1.3	1.5
Indice des prix à la consommation	0.0	-0.3	-0.6	-0.9	-1.1	-1.4	-1.6
Indice-santé	0.0	-0.3	-0.7	-0.9	-1.1	-1.4	-1.7
Déflateur du PIB	0.0	-0.4	-1.0	-1.4	-1.8	-2.2	-2.6
Indice des prix à l'exportation	0.0	-0.3	-0.7	-0.9	-1.2	-1.5	-1.7
Emploi du secteur privé en unités	300	6 500	19 800	35 900	53 400	71 500	85 900
en pourcentage	0.0	0.1	0.4	0.8	1.3	1.8	2.2
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	-1.0	-1.7	-2.3	-2.7	-3.4	-3.8
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	-0.8	-1.0	-1.4	-1.6	-2.1	-2.1
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-1.1	-1.9	-2.4	-2.8	-3.5	-3.7
Revenu disponible réel des ménages	0.2	1.1	1.2	1.9	2.6	2.7	2.7
Taux d'épargne des ménages	0.1	0.5	-0.1	0.0	0.0	-0.4	-0.6
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.9	-1.0	-1.4	-1.7	-1.6	-1.5
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.1	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7	-0.8
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	-0.1	-0.8	-0.7	-1.0	-1.1	-0.8	-0.7
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.1	1.2	2.1	3.2	4.3	5.2	6.0

TABLEAU D_PA.0

Scénario de tax shift révisé: volet "pouvoir d'achat"
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses liées au pouvoir d'achat
Total cumulé (ex ante): 5,446 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021				
PIB (réel)	0.0	0.2	0.4	0.5	0.8	1.0	1.0				
Consommation privée	0.1	0.5	1.1	1.4	2.1	2.7	2.8				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	0.2	0.5	0.8	1.1	1.4	1.5				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Importations de biens et services	0.0	0.1	0.3	0.4	0.6	0.8	0.8				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1				
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1				
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1				
Emploi du secteur privé en unités	300	2 800	8 400	13 700	20 400	28 400	33 300				
en pourcentage	0.0	0.0	0.2	0.3	0.5	0.7	0.9				
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1				
Revenu disponible réel des ménages	0.2	0.9	1.0	1.6	2.3	2.4	2.4				
Taux d'épargne des ménages	0.1	0.4	-0.1	0.2	0.2	-0.3	-0.4				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.4	-0.3	-0.6	-0.8	-0.6	-0.6				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	-0.1	-0.4	-0.3	-0.5	-0.7	-0.6	-0.5				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.1	0.4	0.5	0.9	1.4	1.9	2.4				

TABLEAU D PA.1

Scénario de tax shift révisé: volet "pouvoir d'achat"
**Augmentation de la quote de revenu exempte d'impôts, suppression de la tranche de 30%,
 relèvement du seuil de 45%, augmentation frais prof. forf. et prélèvement anticipatif sur l'épargne pension
 Total cumulé (ex ante) : 4,210 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)**

Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021				
PIB (réel)	0.0	0.1	0.2	0.3	0.6	0.8	0.8				
Consommation privée	0.0	0.2	0.5	0.8	1.5	2.1	2.2				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	0.1	0.2	0.4	0.8	1.1	1.2				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.1	0.2	0.4	0.6	0.7				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1				
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1				
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1				
Emploi du secteur privé en unités	0	800	3 800	7 200	13 100	20 800	25 500				
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.1	0.2	0.3	0.5	0.7				
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.2				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.1				
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.5	0.5	1.1	1.8	1.8	1.9				
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.3	0.0	0.3	0.2	-0.3	-0.3				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.2	-0.2	-0.5	-0.7	-0.5	-0.4				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	-0.2	-0.2	-0.4	-0.6	-0.5	-0.4				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.2	0.2	0.6	1.0	1.2	1.6				

TABLEAU D PA.2

Scénario de tax shift révisé: volet "pouvoir d'achat"
Augmentation de l'enveloppe bien-être, lutte contre la diminution des pensions et correction sociale du taxshift
Total cumulé (ex ante): 0,000 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)

Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021				
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Emploi du secteur privé en unités	0	0	0	0	0	0	0				
en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				

TABLEAU D_PA.3

Scénario de tax shift révisé : volet "pouvoir d'achat"
Augmentation du forfait lié aux dépenses professionnelles
Total cumulé (ex ante) : 0,899 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015											
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	
PIB (réel)	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation privée	0.1	0.3	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.1	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	300	1 700	3 900	5 300	5 800	5 900	5 900	300	1 700	3 900	5 300	5 900
en pourcentage	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4
Taux d'épargne des ménages	0.1	0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.1	0.2	0.2	0.3	0.4	0.5	0.6	0.1	0.2	0.2	0.3	0.6

TABLEAU D_PA.4

Scénario de tax shift révisé : volet "pouvoir d'achat"
Bonus fiscal et social pour les travailleurs
Total cumulé (ex ante) : 0,187 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	0	100	400	500	600	700	800
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1

TABLEAU D_PA.5

**Scénario de tax shift révisé : volet "pouvoir d'achat"
Indépendants
Total cumulé (ex ante) : 0,150 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)**

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015						2016						2017						2018						2019						2020						2021					
	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Emploi du secteur privé en unités	0	200	400	700	900	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000				
en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				

TABLEAU D_C.0

Scénario de tax shift révisé : volet "compétitivité"
Ensemble des mesures prises en matière de compétitivité
Total cumulé (ex ante) : 3,895 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.1	0.3	0.5	0.7	0.8	1.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.1	0.3	0.5	0.7	0.8	0.9
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.2	0.5	0.7	1.0	1.3
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.1	0.3	0.4	0.6	0.7
Indice des prix à la consommation	0.0	-0.3	-0.7	-0.9	-1.2	-1.5	-1.8
Indice-santé	0.0	-0.3	-0.7	-1.0	-1.2	-1.5	-1.8
Déflateur du PIB	0.0	-0.4	-1.0	-1.5	-1.8	-2.3	-2.7
Indice des prix à l'exportation	0.0	-0.3	-0.7	-1.0	-1.2	-1.5	-1.8
Emploi du secteur privé en unités	0	3 700	11 400	22 200	33 000	43 100	52 600
en pourcentage	0.0	0.1	0.2	0.5	0.8	1.1	1.4
Emploi du secteur public en unités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	-1.0	-1.7	-2.3	-2.7	-3.5	-3.9
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	-0.8	-1.0	-1.4	-1.6	-2.1	-2.1
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-1.0	-1.7	-2.3	-2.6	-3.3	-3.6
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.1	-0.2
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.5	-0.7	-0.8	-0.9	-0.9	-0.9
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.1	-0.2	-0.4	-0.5	-0.7	-0.7
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.2
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.8	1.6	2.3	2.9	3.3	3.6

TABLEAU D.C.1

Scénario de tax shift révisé : volet "compétitivité"
Réduction des cotisations patronales à 25%: combinaison de mesures linéaires et ciblées vers les bas salaires
Total cumulé (ex ante) : 3,477 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.3	0.5	0.6	0.8	1.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.3	0.4	0.4	0.5	0.6
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.2	0.4	0.5	0.6	0.7
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.2	0.4	0.7	0.9	1.2
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.1	0.2	0.4	0.5	0.7
Indice des prix à la consommation	0.0	-0.2	-0.6	-0.9	-1.1	-1.4	-1.7
Indice-santé	0.0	-0.3	-0.7	-0.9	-1.1	-1.4	-1.7
Déflateur du PIB	0.0	-0.4	-1.0	-1.4	-1.7	-2.1	-2.5
Indice des prix à l'exportation	0.0	-0.3	-0.7	-0.9	-1.1	-1.4	-1.7
Emploi du secteur privé en unités	0	3 600	10 800	20 900	30 800	40 200	49 100
en pourcentage	0.0	0.1	0.2	0.5	0.7	1.0	1.3
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.3
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	-1.0	-1.6	-2.2	-2.5	-3.3	-3.7
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	-0.7	-1.0	-1.3	-1.5	-2.0	-2.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	-0.9	-1.6	-2.1	-2.4	-3.1	-3.4
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	-0.2
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	-0.4	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	-0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.7	1.5	2.0	2.6	2.9	3.2

TABLEAU D.C.2

Scénario de tax shift révisé: volet "compétitivité"
Augmentation de la déduction pour investissement & diminution des charges pour les premières embauches
Total cumulé (ex ante): 0,389 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021				
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1				
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1				
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Déflateur du PIB	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Emploi du secteur privé en unités	0	100	500	1 200	2 100	2 800	3 300				
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1				
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2				
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4				

TABLEAU D C.3

Scénario de tax shift révisé : volet "compétitivité"
Prélevement fiscal commissions secrètes, stimuli pour les nouvelles technologies et les start-ups
Total cumulé (ex ante) : 0,030 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)

Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	0	0	100	100	100	100	200
Emploi du secteur privé en pourcentage		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

TABLEAU F.0

Scénario de tax shift révisé:
Ensemble des mesures prises en matière de financement: taxation indirecte, mesures non liées au travail et autres
Total cumulé (ex ante): 4,525 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0,0	-0,1	-0,4	-0,6	-0,8	-0,9	-0,9
Consommation privée	0,0	-0,2	-0,7	-1,0	-1,1	-1,2	-1,1
Consommation publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	0,0	-0,3	-0,8	-1,3	-1,6	-1,7	-1,7
Exportations de biens et services	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,5	-0,6	-0,7
Importations de biens et services	0,0	-0,1	-0,3	-0,5	-0,6	-0,7	-0,8
Indice des prix à la consommation	0,1	0,8	1,3	1,7	1,9	1,9	2,0
Indice-santé	0,1	0,5	1,0	1,2	1,3	1,4	1,4
Déflateur du PIB	0,1	0,6	1,2	1,6	1,8	1,9	2,0
Indice des prix à l'exportation	0,0	0,2	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8
Emploi du secteur privé en unités	-100	-1 600	-7 100	-16 100	-24 300	-30 200	-33 800
Emploi du secteur privé en pourcentage	0,0	0,0	-0,1	-0,4	-0,6	-0,8	-0,9
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0,0	-0,1	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0,0	0,4	0,9	1,1	1,3	1,3	1,4
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	-0,1	-0,4	-0,5	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0,0	0,5	1,1	1,4	1,5	1,5	1,5
Revenu disponible réel des ménages	-0,1	-0,7	-0,9	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1
Taux d'épargne des ménages	-0,1	-0,4	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0,1	0,8	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0,0	0,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0,1	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0,2	-1,3	-2,5	-3,6	-4,4	-5,1	-5,8

TABLEAU F.11.0

Scénario de tax shift révisé : volet "fiscalité indirecte"
Ensemble des mesures de financement en matière de taxation indirecte
Total cumulé (ex ante) : 2,736 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015													
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	-0.1	-0.3	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7	0.0	-0.1	-0.3	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7
Consommation privée	0.0	-0.2	-0.5	-0.7	-0.8	-0.9	-0.8	0.0	-0.2	-0.5	-0.7	-0.8	-0.9	-0.8
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	-0.1	-0.3	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8	0.0	-0.1	-0.3	-0.6	-0.7	-0.8	-0.8
Exportations de biens et services	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6
Importations de biens et services	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5
Indice des prix à la consommation	0.1	0.8	1.2	1.6	1.8	1.8	1.9	0.1	0.8	1.2	1.6	1.8	1.8	1.9
Indice-santé	0.1	0.5	0.9	1.1	1.2	1.3	1.3	0.1	0.5	0.9	1.1	1.2	1.3	1.3
Déflateur du PIB	0.1	0.5	1.1	1.5	1.7	1.8	1.8	0.1	0.5	1.1	1.5	1.7	1.8	1.8
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.1	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.0	0.1	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7
Emploi du secteur privé en unités	-100	-1 300	-5 700	-12 000	-17 800	-22 400	-25 400	-100	-1 300	-5 700	-12 000	-17 800	-22 400	-25 400
en pourcentage	0.0	0.0	-0.1	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7	0.0	0.0	-0.1	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.3	0.8	1.0	1.2	1.2	1.3	0.0	0.3	0.8	1.0	1.2	1.2	1.3
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	-0.1	-0.4	-0.4	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.1	-0.4	-0.4	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.4	1.0	1.2	1.3	1.4	1.4	0.0	0.4	1.0	1.2	1.3	1.4	1.4
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7	-0.7	-0.1	-0.4	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7	-0.7
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.1	0.5	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.1	0.5	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.1	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6	0.0	0.1	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.9	-1.7	-2.4	-2.9	-3.3	-3.7	-0.1	-0.9	-1.7	-2.4	-2.9	-3.3	-3.7

TABLEAU F.FI.1

Scénario de tax shift révisé: volet "fiscalité indirecte"
Augmentation de la TVA sur l'électricité de 6% à 21% + harmonisation rénovation etc. (avec répercussion sur l'indice-santé)
Total cumulé (ex ante): 0,904 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3
Consommation privée	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Exportations de biens et services	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	-0.4
Importations de biens et services	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Indice des prix à la consommation	0.0	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9
Indice-santé	0.0	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9
Déflateur du PIB	0.0	0.3	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4
Emploi du secteur privé en unités	-100	-900	-3 700	-7 300	-10 100	-11 900	-13 000
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.4
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.3	0.6	0.8	0.8	0.9	0.9
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.3	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8
Revenu disponible réel des ménages	0.0	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.5	-0.9	-1.2	-1.3	-1.4	-1.5

TABLEAU F.FI.2

Scénario de tax shift révisé: volet "fiscalité indirecte"
Adaptation des montants d'accises
Total cumulé (ex ante): 1,832 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4
Consommation privée	0.0	-0.1	-0.3	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.5	-0.6	-0.6
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3
Importations de biens et services	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3
Indice des prix à la consommation	0.1	0.4	0.6	0.8	0.9	1.0	1.0
Indice-santé	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4
Déflateur du PIB	0.0	0.2	0.4	0.6	0.8	0.8	0.9
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3
Emploi du secteur privé en unités	0	-400	-2 000	-4 700	-7 600	-10 500	-12 500
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.1	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	-0.1	-0.3	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.1	0.3	0.4	0.5	0.6	0.5
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.3	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2
Dette publique (pourcentages du PIB)	-0.1	-0.4	-0.8	-1.2	-1.6	-1.9	-2.2

TABLEAU F NT.0

Scénario de tax shift révisé: volet "mesures non liées au travail"
Ensemble des mesures de financement non liées au travail
Total cumulé (ex ante): 1,709 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)

Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021				
PIB (réel)	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2				
Consommation privée	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3				
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Formation brute de capital fixe	0.0	-0.2	-0.5	-0.8	-0.9	-0.9	-0.9				
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1				
Importations de biens et services	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2				
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Indice-santé	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Déflateur du PIB	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2				
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Emploi du secteur privé en unités	0	-300	-1 400	-4 100	-6 500	-7 800	-8 400				
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2				
Emploi du secteur public en unités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0				
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0				
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1				
Revenu disponible réel des ménages	-0.1	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	-0.4	-0.4				
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1				
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.3	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3				
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1				
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.2				
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	-0.4	-0.7	-1.1	-1.3	-1.7	-2.0				

TABLEAU F_NT.1

Scénario de tax shift révisé : volet "mesures non liées au travail"
Mesures simulées à l'aide d'une taxe sur les revenus du capital
Total cumulé (ex ante) : 0,661 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015									
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021			
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Consommation privée	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Emploi du secteur privé en unités	0	0	-400	-1 300	-2 100	-2 500	-2 900	-2 900	-2 900	-2 900
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu disponible réel des ménages	0.0	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	-0.1	-0.3	-0.4	-0.5	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8

TABLEAU F_NT.2

Scénario de tax shift révisé : volet "mesures non liées au travail"
Mesures simulées via l'ISOC
Total cumulé (ex ante) : 0,758 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015							2016							2017							2018							2019							2020							2021						
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Emploi du secteur privé en unités	0	-100	-500	-1 600	-2 500	-3 200	-3 500	0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0									
en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0									
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	-0.2	-0.4	-0.6	-0.7	-0.9	-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0									

TABLEAU F_NT.3

Scénario de tax shift révisé : volet "mesures non liées au travail"
Non-indexation des dépenses fiscales
Total cumulé (ex ante) : 0,272 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015							2016	2017	2018	2019	2020	2021
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	0	-200	-500	-1 100	-1 800	-2 000	-1 900	0	0	0	0	0	0
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2

TABLEAU F_NT.4

Scénario de tax shift révisé : volet "mesures non liées au travail"
Droits de greffe
Total cumulé (ex ante) : 0,019 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base	2015						2016						2017						2018						2019						2020						2021																													
PIB (réel)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Consommation privée	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Consommation publique	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Formation brute de capital fixe	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Exportations de biens et services	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Importations de biens et services	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Indice des prix à la consommation	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Indice-santé	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Déflateur du PIB	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Indice des prix à l'exportation	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Emploi du secteur privé en unités	0						0						0						-100						-100						-100						-100						-100						-100						-100											
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Emploi du secteur public en unités	0						0						0						0						0						0						0						0						0						0						0					
Productivité (secteur privé)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Revenu disponible réel des ménages	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Taux d'épargne des ménages	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0						0.0					

TABLEAU F_ AMF

Scénario de tax shift révisé : volet " autres mesures de financement net"
Autres mesures de financement net
Total cumulé (ex ante) : 0,110 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation privée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	0	0	0	0	0	0	0
en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur public en unités	0	0	0	0	0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2

Comparaison de la version révisée du *tax shift* avec une version du *tax shift* de novembre 2015, amputée de l'enveloppe bien-être (1,913 milliard d'euros)

Cette annexe entend comparer dans le détail la différence entre la nouvelle version du *tax shift* et une version alternative correspondant au *tax shift* de novembre 2015 amputé de la mesure « augmentation de l'enveloppe bien être ... » (poste D_PA.2). La différence de l'impact macroéconomique sur l'économie belge, telle qu'évaluée à l'aide du modèle macroéconomique trimestriel de la Banque nationale de Belgique est également rapidement brossé. L'ensemble des tableaux suivants ne reprennent que le différentiel entre ces deux ensembles de mesures de politique fiscale et doivent se lire comme (nouvelle simulation du *tax shift* – simulation de novembre 2015 hors D_PA.2).

Le Tableau 26.1 ci-dessous illustre la similitude entre les deux scénarios considérés, avec une différence de solde à financer ex ante de seulement deux millions d'euros.

Cette différence dans le solde net à financer de deux millions ne génère, comme attendu, que des divergences minimales et non significatives dans les effets macroéconomiques des deux scénarios considérés, comme montré au Tableau 26.2 ci-dessous. La ligne « emploi du secteur privé » permet le mieux de se faire une idée de la différence des effets cumulés de chacun des scénarios.

L'augmentation des mesures portant sur le pouvoir d'achat pour 31 millions d'euros ne permet de créer que 100 emplois supplémentaires, tandis que la diminution du financement des mesures portant sur la compétitivité pour 226 millions entraîne une création d'emploi réduite de 600 unités. En matière de financement, le nouveau scénario repose sur une légère augmentation de la taxation indirecte (89 millions d'euros) et de la fiscalité incombant aux personnes physique (169 millions d'euros) et une diminution relativement plus forte des prélèvements effectués auprès des entreprises (289 millions d'euros) et sur les revenus du capital (268 millions). La fiscalité indirecte affecte directement les prix à la consommation et le pouvoir d'achat des ménages, avec un impact dérivé relativement fort sur l'activité réelle et l'emploi. Les mesures favorisant les entreprises et les détenteurs de capital impactent l'économie réelle en agissant comme un incitant à l'investissement. La part de ce dernier dans l'économie est trois fois moindre que celle de la consommation, et l'effet d'une telle mesure sur l'économie réelle et l'emploi suit naturellement cette proportion.

Le Tableau 26.3 enfin reprend le différentiel global de l'impact des deux scénarios considérés avec un plus grand détail dans le temps. Il permet de voir que le coût relatif en termes d'activité réelle et d'emploi de la nouvelle variante du *tax shift* sera maximal à l'horizon 2019, tandis que son effet bénéfique relatif pour les finances publiques atteindra son apogée dès 2016, pour se réduire légèrement à partir de 2019.

Tableau 26.1 Comparaison entre le scénario de tax shift révisé
et le scénario de tax shift de novembre 2015 sans enveloppe "bien-être"
(différences absolues)

DÉPENSES (millions d'euros)								TABLEAU
Pouvoir d'achat								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Quotité exemptée d'impôts, tranche de 30%, seuil de 45%, frais prof. forf. et prélève. anticipé épargne pension	0	-115	0	152	91	0	128	D_PA.1
Augm. envel. bien-être, lutte contre la diminution des pensions et correction sociale du tax shift							0	D_PA.2
Augmentation des frais professionnels forfaitaires	-30	-34	0	0	0	0	-64	D_PA.3
Bonus fiscal et social pour les travailleurs	-12	-107	-1	-1	-49	-1	-171	D_PA.4
Indépendants	35	45	58	0	0	0	138	D_PA.5
TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat	-7	-211	57	151	42	-1	31	D_PA
Compétitivité								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Réduction des cotisations patronales	0	20	0	0	0	0	20	D_C.1
Déduction pour investissement, charges prem. embauches, ...	0	0	0	0	0	0	0	D_C.2
Prélèvement fiscal commissions secrètes et stimuli nouv. tech. et starts-up	-111	-121	-3	-3	-4	-4	-246	D_C.3
TOTAL À FINANCER: compétitivité	-111	-101	-3	-3	-4	-4	-226	D_C
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat + compétitivité	-118	-312	54	148	39	-5	-194	D
FINANCEMENT (millions d'euros)								
TVA et accises								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
TVA et accises	-98	169	78	0	0	0	149	F_FI.1
TVA de 21% sur l'électricité	-98	169	78	0	0	0	149	
Harmonisation (TVA rénovation, ...)	0	0	0	0	0	0	0	
Accises	0	110	-112	-6	15	-67	-60	F_FI.2
diesel	0	153	-94	-17	0	0	42	
tabac	0	-40	-56	-55	-32	-9	-192	
boissons	0	-12	-7	-6	-7	-8	-40	
taxe santé	0	-4	-50	-50	-50	-50	-204	
indexation des accises	0	13	95	122	104	0	334	
FINANCEMENT TOTAL: fiscalité indirecte	-98	279	-34	-6	15	-67	89	F_FI
Mesures non liées au travail								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Taxation des revenus du capital	-80	-55	-133	0	0	0	-268	F_NT.1
Taxe de transparence	0	-80	0	0	0	0	-80	
Précompte mobilier 27% (tout ce qui est 25%)	0	109	-183	0	0	0	-74	
Augmentation de la taxe de bourse	-80	0	0	0	0	0	-80	
Taxe sur la spéculation	0	-84	50	0	0	0	-34	
Diminution des exemptions de précompte mobilier	0	0	0	0	0	0	0	
ISOC	-80	-148	79	-36	-44	-60	-289	F_NT.2
Bonus de liquidation	0	0	0	0	0	0	0	
Intercommunales	-30	16	14	0	0	0	0	
Contribution secteur financier	0	35	-35	0	0	0	0	
Taxe "carats"	-50	51	0	0	0	0	1	
Véhicules d'investissement	0	-250	100	-36	-44	-60	-290	
IPP								
Non-indexation des dépenses fiscales	31	43	52	166	-128	0	163	F_NT.3
Taxation indirecte								
Droits de greffe	-15	6	5	2	1	0	-1	F_NT.4
FINANCEMENT TOTAL: mesures non liées au travail	-144	-154	3	132	-171	-60	-395	F_NT
Autres mesures de financement net								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
Dividendes BNB		150	-150				0	
Dividendes Belfius		75	75				150	
Rente de la Loterie Nationale	10	20					30	
TVA logements sociaux et écoles		-100	10	10	10		-70	
FINANCEMENT TOTAL: autres mesures	10	145	-65	10	10	0	110	F_AMF
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
FINANCEMENT TOTAL: TVA, acc., non liées au travail et autres	-232	270	-96	136	-146	-127	-196	F
SOLDE NON FINANCÉ (millions d'euros)								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 CUM	
	114	-582	150	12	185	122	2	D-F

Tableau 26.2 Comparaison entre le scénario de tax shift révisé et le scénario de tax shift de novembre 2015 sans enveloppe "bien-être"

Différences absolues de l'impact macroéconomique cumulé après 7 ans
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement, ventilées en catégories principales
Différence du solde non financé cumulé (ex ante) des dépenses et du financement: 0,002 milliards d'euros (échelonnement: voir Tableau 26.1)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

	DEPENSES			FINANCEMENT				SOLDE
	Pouv. d'achat	Compét.	Total	Taxes ind.	Non-liées au travail	Divers	Total	Dép. - Fin.
Consommation privée	-1.0	-1.1	-2.1	0.7	0.2	0.0	0.9	-1.2
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations de biens et services	0.0	-0.2	-0.1	0.0	0.2	0.0	0.2	0.1
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice-santé	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1
Déflateur du PIB	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1
Emploi du secteur privé en unités	100.0	-600.0	-500	-1900.0	1000.0	0.0	-900	-1 400
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur public en unités	0.0	0.0	0	0.0	0.0	0.0	0	0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu disponible réel des ménages	0.0	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1
Taux d'épargne des ménages	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	-0.1	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0
Dettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	-0.1	0.0
	0.0	-0.3	-0.4	-0.2	0.5	-0.1	0.3	-0.1

Tableau 26.3 Comparaison entre le scénario de tax shift révisé et le scénario de tax shift de novembre 2015 sans enveloppe "bien-être"

Différences absolues de l'impact macroéconomique cumulé
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement
Différence du solde non financé cumulé (ex ante)
des dépenses et du financement: 0,002 milliards d'euros (échelonnement: voir Tableau 26.1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Absolute verschillen in pp

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB (réel)	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Consommation privée	0.0	0.0	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0
Consommation publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.1
Exportations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Importations de biens et services	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indice des prix à la consommation	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Indice-santé	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Déflateur du PIB	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
Indice des prix à l'exportation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Emploi du secteur privé en unités	0.0	100.0	-600.0	-1800.0	-2300.0	-2000.0	-1400.0
Emploi du secteur privé en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.0
Emploi du secteur public en unités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Productivité (secteur privé)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Salaire nominal horaire (secteur privé)	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
Salaire réel par travailleur (secteur privé)	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coût salarial par unité produite (secteur privé)	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu disponible réel des ménages	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Taux d'épargne des ménages	0.0	-0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Recettes publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses publiques (pourcentages du PIB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé)	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dette publique (pourcentages du PIB)	0.0	-0.2	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1

Impact ex-ante du taxshift sur le solde de financement

Entité I	En millions d'euro											En pourcentages du PIB										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021								
	Entité II	59	-799	-178	-1420	-2940	-3492	-3317	0,01	-0,19	-0,04	-0,32	-0,63	-0,73	-0,65							
Communautés et régions	0	-79	-400	-689	-858	-1294	-1469	0	-0,02	-0,09	-0,13	-0,19	-0,27	-0,30								
Communauté flamande	0	-65	-323	-458	-680	-1015	-1138	0	-0,02	-0,07	-0,10	-0,15	-0,21	-0,23								
Communauté française	0	-42	-207	-293	-435	-650	-728	0	-0,01	-0,05	-0,07	-0,09	-0,14	-0,15								
Communauté germanophone	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Région wallonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Région de Bruxelles-Capitale	0	-19	-92	-130	-194	-289	-324	0	-0,00	-0,02	-0,03	-0,04	-0,06	-0,07								
Commission communautaire commune	0	-5	-24	-34	-51	-76	-85	0	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02								
Commission communautaire française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Commission communautaire flamande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Pouvoirs locaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Ensemble des administrations publiques	0	-14	-76	-131	-178	-279	-331	0	-0,00	-0,02	-0,03	-0,04	-0,06	-0,07								
	59	-877	-578	-2008	-3798	-4786	-4786	0,01	-0,21	-0,13	-0,45	-0,82	-1,00	-0,95								

Impact ex-post du taxshift sur le solde de financement

Entité I	En millions d'euro											En pourcentages du PIB										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021								
	Entité II	-94	-450	443	-487	-1621	-431	179	-0,02	-0,11	0,10	-0,11	-0,35	-0,09	0,04							
Communautés et régions	-20	37	-174	-230	-373	-704	-806	-0,00	0,01	-0,04	-0,05	-0,08	-0,15	-0,16								
Communauté flamande	-11	92	-53	-60	-175	-446	-541	-0,00	0,02	-0,01	-0,01	-0,04	-0,09	-0,11								
Communauté française	-6	49	-51	-63	-143	-321	-384	-0,00	0,01	-0,01	-0,01	-0,03	-0,07	-0,08								
Communauté germanophone	-3	50	83	118	148	166	171	-0,00	0,01	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03								
Région wallonne	0	1	2	2	3	3	3	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Région de Bruxelles-Capitale	-1	-11	-76	-104	-158	-248	-277	-0,00	-0,00	-0,02	-0,02	-0,03	-0,05	-0,06								
Commission communautaire commune	-1	-3	-19	-25	-38	-59	-65	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01								
Commission communautaire française	0	6	9	11	13	12	10	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Commission communautaire flamande	0	0	0	0	1	1	1	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Pouvoirs locaux	0	0	0	0	0	0	0	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Ensemble des administrations publiques	-9	-56	-121	-169	-198	-258	-265	-0,00	-0,01	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05								
	-114	-413	269	-716	-1994	-1135	-627	-0,03	-0,10	0,06	-0,16	-0,43	-0,24	-0,13								

Impact ex-post du taxshift sur les recettes publiques

Entité I Entité II	En millions d'euro											En pourcentages du PIB										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021								
Communautés et régions	-89	-416	483	-584	-1 996	-1 093	-627	-0,02	-0,10	0,11	-0,13	-0,43	-0,23	-0,13								
Communauté flamande	0	132	-65	-124	-301	-716	-914	0	0,03	-0,01	-0,03	-0,07	-0,15	-0,19								
Communauté française	0	145	7	-2	-136	-453	-601	0	0,03	0,00	-0,00	-0,03	-0,09	-0,12								
Communauté germanophone	0	79	-17	-30	-121	-325	-418	0	0,02	-0,00	-0,01	-0,03	-0,07	-0,08								
Région wallonne	0	1	2	2	3	3	3	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Région de Bruxelles-Capitale	0	-7	-72	-100	-155	-248	-282	0	-0,00	-0,02	-0,02	-0,03	-0,05	-0,06								
Commission communautaire commune	0	0	-16	-22	-36	-60	-69	0	0,00	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01								
Commission communautaire française	0	6	9	11	13	12	10	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Commission communautaire flamande	0	0	1	1	1	1	1	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00								
Pouvoirs locaux	0	-13	-72	-122	-166	-263	-313	0	-0,00	-0,02	-0,03	-0,04	-0,06	-0,06								
Ensemble des administrations publiques	-89	-284	419	-708	-2 298	-1 809	-1 541	-0,02	-0,07	0,10	-0,16	-0,50	-0,38	-0,31								

Impact ex-post du taxshift sur les dépenses publiques

Entité I Entité II	En millions d'euro											En pourcentages du PIB										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021								
Communautés et régions	5	34	41	-98	-375	-662	-805	0,00	0,01	0,01	-0,02	-0,08	-0,14	-0,16								
Communauté flamande	20	95	109	106	72	-12	-109	0,00	0,02	0,03	0,02	0,02	-0,00	-0,02								
Communauté française	11	52	60	58	39	-6	-60	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	-0,00	-0,01								
Communauté germanophone	6	29	34	33	22	-4	-33	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	-0,00	-0,01								
Région wallonne	3	15	17	17	11	-2	-17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Région de Bruxelles-Capitale	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Commission communautaire commune	1	4	5	4	3	0	-4	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Commission communautaire française	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Commission communautaire flamande	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Pouvoirs locaux	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00								
Ensemble des administrations publiques	9	43	49	48	32	-5	-49	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	-0,00	-0,01								
	25	129	150	8	-304	-673	-914	0,01	0,03	0,03	0,00	-0,07	-0,14	-0,19								

Annexe technique à la note conjointe BfP-BNB d'avril 2011

Quelques différences importantes entre le modèle Noname et le modèle Hermes

Une différence essentielle entre les modèles Noname et Hermes tient à leurs propriétés de long terme respectives.

Noname fait partie des modèles économétriques dans lesquels les agents économiques prennent leurs décisions de manière optimale dans un environnement dynamique. Contrairement aux modèles macro-économiques plus traditionnels, les anticipations et les retards provenant des coûts d'ajustement sont explicitement séparés. Cette propriété le rend moins sujet à la critique de Lucas tout en restant en bonne concordance avec les données. Noname converge en outre vers un équilibre stationnaire à long terme. Les relations qui déterminent cet équilibre sont estimées économétriquement ou calibrées sur base des données des comptes nationaux et des tableaux entrées-sorties⁵.

Hermes fait partie des modèles économétriques de court-moyen terme qui n'intègrent que peu ce type de propriétés. Ces choix impliquent que dans Hermes les comportements de court-moyen terme ne sont que peu infléchis par des relations d'équilibre de long terme. Les deux approches sont tout à fait défendables et divergent donc quant au poids donné à ces équilibres. Si les modèles ont des élasticités de long terme qui diffèrent, les effets - probablement limités pour un horizon court- se feront sentir évidemment plus nettement à long terme. Par exemple, dans le cas de l'élasticité de l'exportation aux prix, alors que dans Hermes la valeur de cette élasticité se stabilise à terme, selon la branche considérée, dans une fourchette allant de 0,5 à 0,9, dans Noname celle-ci s'établit à 1.

Parmi les autres différences qu'il convient de noter entre les deux modèles, citons:

- Noname peut être utilisé selon différents modes de formation des anticipations alors que le modèle Hermes n'incorpore que des anticipations adaptatives ;
- Noname est un modèle trimestriel, alors que le modèle Hermes est annuel ;
- Noname est un modèle avec un secteur de production agrégé. Hermes est un modèle à caractère sectoriel, distinguant 16 branches d'activité différentes ;
- la prise en compte de fonctions de production à 4 facteurs dans Hermes (deux facteurs primaires, consommations intermédiaires et énergie). Noname, modélisant la valeur ajoutée de l'économie belge, incorpore une fonction de production à deux facteurs;
- l'incorporation d'un module d'allocation de la consommation des ménages dans le modèle Hermes (permettant d'étudier les substitutions entre catégories de consommation) ;...

Ces trois derniers éléments sont de nature à amplifier dans le modèle Hermes la différence d'efficacité entre mesures ciblées et mesures générales, du fait notamment des phénomènes de substitution : le ciblage des réductions de prélèvements favorisera nettement la création d'emploi et le ciblage des mesures de financement réduira les destructions d'emploi. Par exemple, pour des mesures portant sur les accises (mesures ciblées), les effets négatifs liés à la hausse de celles-ci seront réduits par rapport aux effets constatés avec une mesure non ciblée, en raison notamment des effets de substitution jouant dans le module d'allocation de la consommation privée.

5 Par exemple, le progrès technique, l'élasticité de substitution capital-travail, la propension à consommer de la richesse humaine, ... sont estimés tandis que le contenu importé des composantes de la demande finale ou la part des biens non échangés internationalement sont calculé à l'aide des tableaux entrées-sorties.